

Guide de lecture

Afin d'interpréter correctement les données figurant dans le *Panorama des administrations publiques 2017*, les lecteurs doivent être au fait des considérations méthodologiques ci-après, qui valent pour bon nombre d'indicateurs. Les indicateurs sont normalement présentés sur deux pages. La première page comporte un texte qui explique la pertinence du thème abordé et met en évidence certaines des grandes différences observées entre les pays de l'OCDE. Ce texte est suivi d'une rubrique « Méthodologie et définitions » qui précise les sources des données et fournit d'importantes indications nécessaires à leur interprétation. En fin de première page, on trouve une rubrique « Pour en savoir plus » qui dresse la liste de travaux de référence permettant de replacer dans leur contexte les données fournies. La seconde page présente les données. Les graphiques illustrent les chiffres actuels et, dans la mesure du possible, leur évolution au fil du temps. On trouvera au dernier chapitre un glossaire des principaux termes employés dans la publication.

Année civile/exercice budgétaire dans les statistiques de l'OCDE relatives aux comptes nationaux

Sauf indication contraire, les données tirées des statistiques de l'OCDE relatives aux comptes nationaux portent sur l'année civile.

Les données relatives à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande portent sur les exercices budgétaires suivants : du 1^{er} juillet de l'année indiquée au 30 juin pour l'Australie et du 1^{er} avril de l'année indiquée au 31 mars pour la Nouvelle-Zélande. Pour le Japon, les données relatives aux sous-secteurs des administrations publiques et des dépenses selon la CFAP/ COFOG (Classification des fonctions des administrations publiques) portent sur l'exercice budgétaire.

Les données faisant appel au *Système de comptabilité nationale* (SCN) ont été extraites le 9 mai 2017 des *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données) et des *Statistiques de finances publiques d'Eurostat* (base de données).

Couverture nationale

Le *Panorama des administrations publiques 2017* contient des données relatives à l'ensemble des 35 pays membres de l'OCDE, en fonction des éléments disponibles. Les données statistiques concernant Israël sont fournies par les autorités israéliennes compétentes et sous leur responsabilité. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Quelques autres pays non membres – Colombie, Costa Rica, Fédération de Russie* et Lituanie (pays en voie d'adhésion à l'OCDE) – ainsi que d'autres grandes économies (Afrique

* S'agissant de la Fédération de Russie, le Conseil de l'OCDE, le 12 mars 2014, « a reporté les activités liées au processus d'adhésion de la Fédération de Russie à l'OCDE pour le moment » (<http://www.oecd.org/fr/presse/declaration-de-l-ocde-sur-le-statut-du-processus-d-adhesion-avec-la-russie-et-la-cooperation-avec-l-ukraine.htm>).

du Sud, Brésil, Inde, Indonésie et République populaire de Chine) ont eux aussi fourni des données pour certains indicateurs. Ces données concernant des pays non membres sont présentées séparément à la fin des tableaux et graphiques.

Codes des abréviations

Pays de l'OCDE			
Allemagne	DEU	Nouvelle-Zélande	NZL
Australie	AUS	Pays-Bas	NLD
Autriche	AUT	Pologne	POL
Belgique	BEL	Portugal	PRT
Canada	CAN	République slovaque	SVK
Chili	CHL	République tchèque	CZE
Corée	KOR	Royaume-Uni	GBR
Danemark	DNK	Slovénie	SVN
Espagne	ESP	Suède	SWE
Estonie	EST	Suisse	CHE
États-Unis	USA	Turquie	TUR
Finlande	FIN		
France	FRA	Pays en voie d'adhésion à l'OCDE*	
Grèce	GRC	Colombie	COL
Hongrie	HUN	Costa Rica	CRI
Irlande	IRL	Fédération de Russie (ci-après « Russie »)	RUS
Islande	ISL	Lituanie	LTU
Israël	ISR		
Italie	ITA	Autres grandes économies	
Japon	JPN	Afrique du Sud (Participant auprès du Comité de la gouvernance publique de l'OCDE)	ZAF
Lettonie	LVA	Brésil (Participant auprès du Comité de la gouvernance publique de l'OCDE)	BRA
Luxembourg	LUX	Inde	IND
Mexique	MEX	Indonésie	IDN
Norvège	NOR	République populaire de Chine (ci-après « Chine »)	CHN

* S'agissant de la Fédération de Russie, voir note 1 plus haut.

Moyennes et totaux OCDE

Moyennes

Dans les graphiques, la moyenne OCDE est présentée soit comme une moyenne arithmétique non pondérée, soit comme une moyenne pondérée des pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles. Elle exclut les données relatives aux pays non membres. Les notes signalent les pays membres de l'OCDE pour lesquels on ne dispose pas de données.

Quand un graphique présente des données portant sur une ou plusieurs années, la moyenne OCDE englobe tous les pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données. Par exemple, une moyenne OCDE pour 2009 publiée dans cette édition englobe tous les pays actuellement membres de l'OCDE au sujet desquels on dispose de données pour l'année en question, même si, à l'époque, ils n'étaient pas membres de l'Organisation.

S'agissant des données tirées des statistiques de l'OCDE relatives aux comptes nationaux, les moyennes OCDE sont, sauf mention contraire, pondérées. Elles sont en outre calculées jusqu'en 2015 car les données 2016 ne sont pas disponibles pour tous les pays de l'Organisation (en particulier ses membres non européens).

Totaux

Les totaux OCDE figurent généralement dans les tableaux et représentent la somme des données présentées dans la colonne correspondante au sujet des pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles. Les totaux excluent les données relatives aux pays non membres. Les notes signalent les pays membres de l'OCDE pour lesquels on ne dispose pas de données.

Suppléments en ligne

Pour plusieurs indicateurs, on trouvera en ligne des tableaux et graphiques supplémentaires présentant des données nationales spécifiques, ou des annexes comprenant des renseignements complémentaires sur la méthodologie de l'indicateur. La disponibilité de tels compléments est signalée à la rubrique « Méthodologie et définitions » de l'indicateur. Le *Panorama des administrations publiques 2017* offre également l'accès au service StatLinks, qui permet aux lecteurs de télécharger les fichiers Excel correspondant aux données présentées. Les liens StatLinks sont placés dans le coin inférieur droit des tableaux et des graphiques, et il est possible de les saisir dans un navigateur web ou, pour les versions électroniques des publications, de cliquer directement dessus.

D'autres éléments complémentaires sont en outre disponibles à l'adresse <http://www.oecd.org/fr/gov/panorama-des-administrations-publiques.htm> :

- des fiches pays présentant un certain nombre de données essentielles pour chaque pays, avec une comparaison à la moyenne OCDE ;
- la base de données statistiques *Panorama des administrations publiques*, qui présente des données régulièrement actualisées pour une sélection d'indicateurs (via OECD.Stat) ainsi que des données qualitatives pour les enquêtes de GOV, par le truchement d'une plateforme web spécifique ;
- des notes relatives au contexte de chaque pays, qui fournissent des renseignements sur certaines grandes caractéristiques de la structure politique et administrative de chaque pays membre.

Indicateurs par habitant

Certains indicateurs (par exemple ceux relatifs aux dépenses, aux recettes et à la dette publique) sont présentés par habitant (c'est-à-dire par personne). Les estimations de la population de référence sont fondées sur la notion de résidence du Système de comptabilité nationale. Elles incluent les personnes qui sont résidentes dans un pays pendant un an ou plus, quelle que soit leur nationalité, et comprennent aussi les membres du personnel diplomatique et militaire étranger, ainsi que leurs familles, de même que les étudiants poursuivant des études à l'étranger et les patients suivant un traitement à l'étranger, même s'ils y restent pendant plus d'un an. La règle d'un an signifie que les résidents habituels installés à l'étranger pour moins d'un an sont inclus dans la population, tandis que les visiteurs étrangers (les vacanciers, par exemple) présents moins d'un an dans le pays sont exclus. Point important à noter dans ce contexte : des individus peuvent être comptabilisés comme employés dans un pays (contribuant au PIB de ce pays par le biais de la production) mais résidents d'un autre (leurs traitements et salaires étant pris en compte dans le revenu national brut de leur pays de résidence).

Parités de pouvoir d'achat

Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont les taux de change des monnaies qui égalisent le pouvoir d'achat de différents pays en éliminant les différences de niveaux des prix entre les pays. Lorsqu'on les convertit au moyen des PPA, les dépenses dans les différents pays sont, de fait, exprimées aux mêmes niveaux de prix. Cela signifie qu'un groupe équivalent de biens et de services aura le même coût dans les deux pays, ce qui permet d'effectuer des comparaisons internationales prenant uniquement en compte les différences de volume des biens et des services achetés.

Il convient de lire les PPA pour les séries courantes et chronologiques à la lumière des indications suivantes.

Pour les dernières années, les informations suivantes sur le PIB, l'AIC (consommation individuelle effective des ménages) et l'IHC (consommation individuelle des ménages) ont été publiées en décembre 2016 :

- Résultats finaux pour l'année 2013, quatrième estimation pour l'année 2014; troisième estimation pour l'année 2015.
- En février 2017, les premières estimations pour l'année 2016 ont été publiées. Les données historiques des PPA jusqu'à 2012 peuvent être révisées chaque année au mois de décembre afin d'y intégrer les révisions appliquées au déflateur des comptes nationaux. En décembre 2016, les données historiques des PPA jusqu'à 2012 ont été exceptionnellement révisées pour tous les pays européens.
- Plus d'information sur les séries temporelles sont disponibles ici:
- 2008, 2011: les PPA pour tous les pays de l'OCDE et la Russie sont des données références calculées de manière conjointe par l'OCDE et Eurostat.
- 2006-2007, 2009-2010, 2012: les PPA pour les pays européens sont des données annuelles de référence fournies par Eurostat. PPA pour les pays non européens et la Russie sont des estimations de l'OCDE sur la base d'extrapolations mondiales.

Des informations supplémentaires sont également disponibles sur le site de l'OCDE dédié aux PPA: www.oecd.org/std/prices-ppp

Indicateurs composites

La publication comprend plusieurs indices composites descriptifs dans des domaines étroitement définis concernant la gestion des ressources humaines, la budgétisation axée sur les résultats, les données concernant l'administration ouverte et la gouvernance de la réglementation. Ces indices composites constituent un moyen commode de rassembler des informations d'ordre qualitatif éparses. Les indices composites présentés dans cette publication ont été créés en respectant les étapes définies dans le *Handbook on Constructing Composite Indicators* (Nardo et al., 2008).

Les détails des variables et pondérations utilisées pour construire les différents indices composites sont disponibles dans des annexes en ligne et dans l'annexe E. Les indicateurs composites ont été élaborés en coopération avec les pays de l'OCDE et reposent sur la théorie ou les meilleures pratiques, mais les variables intégrées aux indices et leurs poids relatifs reposent sur des avis d'experts et peuvent donc varier au fil du temps.

Signes et abréviations

..	Valeurs manquantes
x	Sans objet (sauf indication contraire)
p.p.	Points de pourcentage
PPA	Parités de pouvoir d'achat
EUR	Euros
USD	Dollars des États-Unis



Extrait de :
Government at a Glance 2017

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2017), « Guide de lecture », dans *Government at a Glance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-5-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.